

1983/46. Assistance aux régions frappées par la sécheresse à Djibouti, en Ethiopie, au Kenya, en Ouganda, en Somalie et au Soudan

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 35/90 et 35/91 du 5 décembre 1980, 36/221 du 17 décembre 1981 et 37/147 du 17 décembre 1982, relatives à l'assistance aux régions frappées par la sécheresse à Djibouti, en Ethiopie, au Kenya, en Ouganda, en Somalie et au Soudan,

Ayant entendu la déclaration faite le 11 juillet 1983 par le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe,

Prenant acte des déclarations faites par les représentants des Etats intéressés qui ont insisté sur le caractère catastrophique de la situation,

Ayant conscience des effets défavorables de la sécheresse sur le développement économique et social des pays intéressés et sur leur production agricole et alimentaire,

Conscient du coût élevé de l'acheminement de l'assistance jusqu'aux zones éloignées des pays intéressés,

Notant avec une profonde préoccupation les graves conséquences pour les pays intéressés, en particulier l'Ethiopie, d'années successives de sécheresse ainsi que la pénurie qui en résulte en ce qui concerne les produits alimentaires, les produits d'élevage, le fourrage et l'eau,

Profondément préoccupé par l'intensité, la persistance et la progression de la sécheresse dans cette sous-région,

1. *Prend acte avec satisfaction* des mesures déjà prises par le Secrétaire général, en coopération avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et d'autres institutions et organismes des Nations Unies, pour apporter des secours le plus rapidement et le plus efficacement possible aux victimes de la sécheresse à Djibouti, en Ethiopie, au Kenya, en Ouganda, en Somalie et au Soudan;

2. *Renouvelle* son appel à tous les Etats et aux organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales pour qu'ils contribuent généreusement à aider, sur les plans financier, matériel et technique, les populations affectées;

3. *Prie* le Secrétaire général, en étroite coordination avec les pays intéressés, l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, les institutions spécialisées compétentes et d'autres organes des Nations Unies :

a) D'accorder toute l'assistance nécessaire aux Gouvernements de Djibouti, de l'Ethiopie, du Kenya, de l'Ouganda, de la Somalie et du Soudan, en vue de l'adoption de mesures générales détaillées, dans le contexte de leurs programmes nationaux de développement, pour faire face à la sécheresse en tant que phénomène récurrent;

b) De mobiliser l'assistance internationale en faveur des populations affectées dans les pays considérés;

4. *Prie* le Secrétaire général, en collaboration avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et avec les autres organisations du système des Nations Unies, d'accorder un rang de priorité élevé à la sous-région est-africaine dans son programme de travail et de faire annuellement rapport sur cette question au Conseil économique et social, à sa seconde session ordinaire;

5. *Prie en outre* le Secrétaire général de suivre l'évolution de la situation et de faire rapport à l'Assemblée générale à sa trente-huitième session sur les progrès accomplis dans l'exécution de la présente résolution.

*40^e séance plénière
28 juillet 1983*

1983/47. Renforcement de la capacité du système des Nations Unies de faire face aux catastrophes naturelles et autres situations revêtant le caractère de catastrophe

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 2816 (XXVI), du 14 décembre 1971, portant création du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, et 36/225, du 17 décembre 1981, aux termes de laquelle l'Assemblée réaffirmait le mandat de cet organisme et demandait, entre autres, que sa capacité et son efficacité soient renforcées et améliorées,

Rappelant aussi la résolution 37/144 de l'Assemblée générale, du 17 décembre 1982, aux termes de laquelle l'Assemblée reconnaissait que pour parvenir à un système efficace de coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe, il était indispensable de renforcer et d'améliorer la capacité et l'efficacité du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et de l'ensemble du système des Nations Unies,

Reconnaissant qu'à la suite de ces résolutions et des autres résolutions et décisions pertinentes il existait dorénavant un système adéquat pour promouvoir, faciliter et coordonner les activités de secours du système des Nations Unies, en coopération avec les gouvernements et les institutions bénévoles,

Notant que le fonctionnement du système de coordination avait été considérablement amélioré, mais qu'il restait encore à faire pour qu'il soit pleinement utilisé,

Notant d'autre part avec satisfaction les réactions efficaces du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe face aux grandes catastrophes arrivées récemment,

Reconnaissant que la pénurie de ressources avait réduit l'efficacité de l'action des Nations Unies face aux catastrophes,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport d'ensemble du Secrétaire général sur le renforcement de la capacité des Nations Unies face aux catastrophes naturelles et autres situations revêtant le caractère de catastrophe,

A/38/202-E/1983/94

complété par son rapport sur les activités du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe⁸;

2. *Note avec un intérêt particulier* les observations et conclusions du Secrétaire général concernant le transport, l'accélération de la livraison et de la distribution des secours, la reconstruction et la remise en état, ainsi que le besoin de procédures d'évaluation pour juger la façon dont le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et la communauté internationale dans son ensemble ont réagi concernant la mobilisation et la fourniture de secours dans des cas particuliers;

3. *Reconnaît* l'importance de la prévention des catastrophes et de la planification préalable et lance un appel au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, aux gouvernements et aux institutions intéressées pour qu'ils veillent à accorder la priorité voulue à ces activités;

4. *Réaffirme* la souveraineté des Etats Membres, reconnaît le rôle primordial de chaque Etat lorsqu'il s'agit de venir en aide aux victimes des catastrophes qui se produisent sur son territoire et souligne que toutes les opérations de secours doivent être exécutées et coordonnées compte tenu des priorités et des besoins des pays intéressés;

5. *Souligne* que l'aide matérielle et autre fournie par la communauté internationale doit correspondre aux besoins particuliers des populations des régions affectées par les catastrophes;

6. *Réitère* son appel à tous les gouvernements et à tous les organes et organisations compétents pour qu'ils coopèrent avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et pour qu'ils améliorent, en particulier, les flux de renseignements concernant l'assistance fournie, l'action entreprise, les plans et les besoins en matière de secours;

7. *Charge* le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe de continuer et d'améliorer encore l'acheminement de renseignements vers les gouvernements, les organisations et les institutions intéressés afin que toutes les parties en cause puissent avoir une idée plus complète des activités de secours, de l'assistance reçue et des autres besoins à pourvoir;

8. *Recommande* que l'Assemblée générale autorise le Secrétaire général à permettre au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe de donner suite, dans la limite des ressources disponibles, aux demandes de secours d'urgence, jusqu'à concurrence de 600 000 dollars au cours de chaque exercice financier;

9. *Adresse un appel* aux gouvernements pour qu'ils envisagent la possibilité de verser d'urgence des contributions volontaires qui seraient acheminées soit directement, soit par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale du bureau du Coordonnateur des Nations Unies

pour les secours en cas de catastrophe afin de permettre à ce Bureau de faire face, entre autres, aux dépenses imprévues liées aux opérations de secours en cas de catastrophe;

10. *Prie* le Secrétaire général, en consultation avec les gouvernements et les institutions compétentes, de soumettre à l'Assemblée générale, à sa trente-neuvième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1984, des propositions précises faisant suite aux conclusions formulées et aux problèmes inventoriés dans son rapport d'ensemble, compte tenu des vues et observations exprimées au cours de la seconde session ordinaire de 1983 du Conseil.

40^e séance plénière
28 juillet 1983

1983/48. Affaires de la mer

Le Conseil économique et social,

Rappelant son intérêt de longue date pour les affaires de la mer et ses nombreuses résolutions relatives à divers aspects de ce sujet, qui remontent jusqu'à 1966,

Rappelant aussi sa résolution 1980/68, du 25 juillet 1980, en réponse à laquelle le Secrétaire général a présenté au Conseil une note intitulée « Faits nouveaux intervenus sur les plans économique et technique dans le domaine des questions de la mer »⁹,

Prenant note de l'adoption, par la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, à sa onzième session, de la Convention sur le droit de la mer¹⁰ et des résolutions s'y rapportant¹¹, ainsi que de la résolution intitulée « Mise en place d'infrastructures nationales dans le domaine des sciences et des techniques marines et des services océanologiques »¹² et de la résolution 37/66, du 3 décembre 1982, par laquelle l'Assemblée générale a notamment accueilli avec satisfaction l'adoption de la Convention et des résolutions s'y rapportant et a approuvé la prise en charge par le Secrétaire général des responsabilités qui lui incombent en vertu de la Convention et des résolutions s'y rapportant,

Prenant note aussi des recommandations, décisions et observations du Comité du programme et de la coordination, à sa vingt-troisième session, concernant l'analyse interorganisations des programmes dans le domaine maritime et le nouveau grand programme relatif aux affaires de la mer, et en particulier de la recommandation du Comité tendant à ce que le Conseil économique et social et l'Assemblée générale adoptent le nouveau programme révisé en tant que chapitre 25 du plan à moyen terme pour la période 1984-1989¹³,

⁹ E/1983/97.

¹⁰ Documents officiels de la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, vol. XVII, document A/CONF.62/122.

¹¹ Ibid., document A/CONF.62/121, annexe I.

¹² Ibid., annexe VI.

¹³ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-huitième session, Supplément n° 38 (A/38/38), première partie, par. 14 à 19 et 138.

⁸ A/38/201-E/1983/69.